

L'EUROPE EN BREF



Lettre d'information bimensuelle de la délégation
Auvergne - Rhône-Alpes à Bruxelles



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

N°61 du 3 septembre 2018

UNE

ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE MAI 2019 : LE COMPTE À REBOURS A COMMENCÉ



Les préparatifs de la prochaine élection des eurodéputés sont en bonne voie.

En vue des élections européennes qui auront lieu en France le 26 mai et dans toute l'Union européenne entre le 23 et le 26 mai 2019, le Parlement européen a lancé une plateforme de soutien lors de la [rencontre annuelle des jeunes](#) à Strasbourg les 1^{er} et 2 juin.

Tout le monde peut contribuer à diffuser le message « Cette fois, je vote » en le partageant après s'être enregistré sur le [site dédié](#).

Le Parlement européen a par ailleurs publié un [appel à propositions](#) en vue d'octroyer des subventions à des structures associatives qui souhaitent organiser des événements de sensibilisation et de communication sur les prochaines élections européennes (date limite : 30 septembre).

Ces élections seront l'occasion de plusieurs changements : tout d'abord Brexit oblige, 705 sièges seront à pourvoir contre 751 sièges en 2014. Cette diminution s'accompagne d'un rééquilibrage dans la composition de l'Assemblée avec l'allocation de sièges supplémentaires à des États qui étaient sous-représentés d'un point de vue démographique. C'est le cas de la France qui passe de 72 à 79 députés. Autre modification importante au niveau français, à l'initiative cette fois du gouvernement, c'est [le remplacement des huit grandes circonscriptions par une circonscription unique](#) : le territoire français. Les listes de chaque parti seront nationales et celles qui auront obtenu plus de 5% des suffrages exprimés bénéficieront d'un nombre de sièges proportionnel à leur nombre de voix. Enfin, ces élections sont importantes car tout comme en 2014, le candidat tête de liste du parti élu majoritairement au Parlement européen devrait être le candidat naturel au poste de Président de la Commission européenne.

ARTICLES

PLAN JUNCKER : UN NOUVEAU CAP FRANCHI



Lancé en 2014 par [Jean-Claude Juncker](#), Président de la Commission européenne, le plan d'investissement, conçu pour relancer l'économie européenne, [dépasse les objectifs de 2015](#).

L'objectif fixé au Plan Juncker en 2015 de mobiliser 315 milliards d'euros pour relancer l'économie européenne, a été largement atteint puisque ce sont finalement 335 milliards d'euros qui ont profité à l'Union.

Depuis le lancement du Fonds européen pour les investissements stratégiques ([EFSI](#)), 700 000 entreprises réparties à travers les 28 pays de l'Union ont bénéficié de 898 financements. Selon le [rapport de la Commission](#), les premiers effets des financements ont concerné les pays les plus frappés par la dernière crise financière : Chypre, Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne, tandis que les effets à plus long terme impacteraient les régions soutenues par la politique de cohésion. La mobilisation du secteur privé en parallèle ne fait aucun doute, puisque c'est lui qui a fourni plus de la moitié des 335 milliards d'euros.

Enfin, la Commission anticipe désormais l'augmentation du PIB européen à hauteur de 1,3 % et la poursuite des créations d'emplois, à hauteur de 1,4 million, d'ici 2020.

ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE JAPON-UE



Deux partenariats d'importance ont été signés le 17 juillet dernier à Tokyo, lors du [25^{ème} sommet UE/Japon](#). Ils devraient notamment permettre le développement d'un « commerce ouvert, équitable et gagnant-gagnant ».

Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne et Donald Tusk, Président du Conseil européen, avaient fait le déplacement pour rencontrer Shinzo Abe, le premier ministre japonais, à Tokyo le 17 juillet dernier, en vue de la signature d'accords qualifiés « d'historiques ».

Si le volet stratégique de l'accord est traditionnellement destiné à lutter contre le protectionnisme et à développer une coopération future, l'accord économique est plus concret puisqu'il instaure une zone de libre-échange, lissant une grande partie des droits de douane et des procédures administratives. 600 millions de consommateurs et de nombreux secteurs économiques tels que l'automobile ou l'agriculture sont concernés, mais les normes en matière de « droit du travail, d'environnement et de protection des consommateurs » n'ont pas été oubliées.

La Commission précise d'ailleurs qu'il s'agit « du premier accord commercial négocié par l'Union européenne qui inclue un engagement spécifique à l'égard de l'accord de Paris sur le climat ».

EUROPE CREATIVE CULTURE 2018 : RÉSULTATS



Les projets lauréats ont été publiés le 23 juillet dernier.

Suite à [l'appel à propositions](#) clôturé le 22 novembre 2017, 530 [projets de coopération à petite et à grande échelle](#) ont été déposés. Parmi les 431 projets de coopération à petite échelle, 84 ont été sélectionnés dont 9 coordonnés par des organismes français. Le [théâtre du Pélican](#) de Clermont-Ferrand en fait partie avec un projet intitulé « ID : Babylon » qu'il a construit avec 5 autres partenaires et qui recevra un financement européen de 200 000 €. A noter par ailleurs que le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon est partenaire du projet « InMics Composers Lab », porté par le Festival international du film de Flandres.

En ce qui concerne les projets de coopération à grande échelle, sur 99 dossiers déposés, 17 ont été retenus dont 4 pour la France qui occupe la première place du podium. L'association lyonnaise [Arty Farty](#) avec le projet « We are Europe » figure parmi les bénéficiaires et recevra 2 millions d'euros qu'elle partagera avec ses 7 partenaires. Enfin, l'association Hexagone, arts et sciences de Meylan est partenaire du projet « European ARTificial Intelligence Lab », porté par un groupe d'entreprises de la ville de Linz (Autriche).

COMITÉ DES RÉGIONS : UN AVIS SUR LA SÉCURITÉ DES ESPACES PUBLICS PORTÉ PAR LE MAIRE DU CHAMBON-FEUGEROLLES



Les propositions de Jean-François Barnier, Membre du Comité des Régions et Maire du Chambon-Feugerolles en matière de sécurité de l'espace public ont été entérinées par le Comité des Régions.

La Commission européenne a provisionné 120 millions d'euros pour le soutien à la sécurisation, par les municipalités, des espaces publics contre le terrorisme dans le cadre de son [plan d'action en matière de lutte contre le terrorisme dans les espaces publics](#).

En réponse à cette initiative, le Comité des Régions reprend les [propositions](#) de son rapporteur sur ce dossier, Jean-François BARNIER. Le maire du Chambon-Feugerolles suggère de faciliter l'accès aux financements pour les acteurs non étatiques, notamment pour les collectivités territoriales, quelle que soit leur taille. Il suggère également de soutenir les projets transnationaux et de coopérer pour les espaces publics à hauts risques, à travers la création d'une plateforme qui favorise formations et exercices.

INCENDIES DE FORÊT : L'EUROPE À LA RESCousse



Le mécanisme de protection civile de l'Union européenne a été mis largement à contribution cet été.

La Grèce et la Suède, particulièrement touchées par les incendies, ont demandé l'activation du [mécanisme de protection civile de l'Union \(EMS\)](#). Ainsi l'EMS a utilisé son dispositif de cartographie rapide pour fournir à l'État grec un positionnement précis des départs des feux qui ont ravagé le pays fin juillet. Ces [cartes](#) ont été fournies par le programme d'observation terrestre [Copernicus](#), déjà utilisé en 2016 lors des tremblements de terre qui avaient alors touché l'Italie.

En complément de ce soutien technique, [Corina Crețu](#), commissaire à la Politique régionale, a indiqué que les premiers paiements du [Fonds de solidarité de l'UE](#) seraient versés dès qu'il aura été actionné. Elle propose également aux autorités grecques de mobiliser les programmes de la politique de cohésion, qui pourraient être utilisés par exemple pour soutenir la reconstruction de la Région d'Attique.

En ce qui concerne la Suède, plusieurs États membres dont la France y ont déployé des [efforts sans précédent](#) en mettant à disposition pendant trois semaines de nombreux pompiers et véhicules. Il s'agit de l'opération la plus importante de la dernière décennie en matière de protection civile contre les feux de forêts ainsi qu'en déploiement de ressources humaines.

L'UNION EUROPÉENNE ASSIGNÉE EN JUSTICE PAR DES PRODUCTEURS DE LAVANDE



Symbole de la Drôme, la lavande subit de plein fouet les conséquences des changements climatiques. Pour obliger l'Union européenne à tenir ses engagements dans le domaine, des producteurs de lavande s'associent à d'autres victimes du dérèglement climatique pour assigner l'Union en justice.

Gel, sécheresse ou pluies diluviennes qui accompagnent le changement climatique laissent peu de chance de croissance aux plants de lavande. Inquiète des pertes subies dans leur exploitation, labellisée AOC, la famille Fléchet a décidé, aux côtés d'autres plaignants, d'attaquer l'Union en justice pour « *la forcer à jouer son rôle de protection des citoyens, pour l'obliger à agir* » en l'occurrence en matière de climat.

La plainte, déposée le 24 mai dernier, [regroupe](#) une dizaine de victimes du réchauffement climatique dont un hôtelier de Mer du Nord qui ne peut plus exercer en raison de la montée des eaux ou un éleveur de rennes impuissant à nourrir son troupeau faute de lichen.

RUBRIQUES



LE SAVIEZ-VOUS ?

CORPS EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ : APPEL À PROPOSITIONS

La Commission a lancé [un premier appel à propositions](#) dans le cadre du corps européen de solidarité renforcé 2018-2020 (cf. n° 59 de l'Europe en bref). Pour rappel, cette initiative permet à des jeunes de s'engager dans des activités de solidarité.

Dans la [nouvelle mouture en cours d'adoption](#) par les colégislateurs européens, les participants pourront également créer leurs propres projets et lancer des actions collectives de courte durée. Les organisations et groupes de jeunes éligibles sont invités à déposer leurs projets avant le 16 octobre 2018 (le 16 février 2019 pour les équipes de volontaires dans les domaines hautement prioritaires). Cet appel est doté d'un budget de 44 millions d'euros.

L'EUROPE ET LE TÉLÉTRAVAIL

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail ([EUROFOUND](#)) publie une [enquête](#) sur le télétravail. Force est de constater qu'en dépit des développements technologiques, 3% seulement des actifs pratiquent le télétravail régulièrement. Les travailleurs du Nord de l'Europe semblent plus séduits par la formule que ceux d'Europe du Sud, d'Europe centrale ou orientale.

PRIX DES VILLES ACCESSIBLES

Les villes qui souhaitent candidater au [prix de la ville accessible 2019](#) peuvent introduire leur candidature jusqu'au 16 septembre. Ce prix récompense les efforts des villes de plus de 50 000 habitants pour assurer une égalité des droits d'accès pour tous et améliorer la qualité de vie de tous. L'année européenne étant dédiée au patrimoine culturel, des prix spéciaux seront attribués pour récompenser les villes, y compris de moins de 50 000 habitants, qui se sont particulièrement distinguées pour assurer l'accessibilité des sites du patrimoine culturel.



L'EUROPE À VOTRE PORTÉE

Vous cherchez un financement dans le domaine de la jeunesse ?

Un appel à candidatures dans le cadre du Corps européen de solidarité a été publié. Retrouvez le [ici](#) ainsi que tous les appels à propositions en cours, recherches de partenaires et consultations publiques de la Commission européenne.

Pensez également à consulter les appels à projets du site [l'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes](#).

DICO DE L'EUROPE



ÉCOLES DE LA DEUXIÈME CHANCE

Elles ont fêté leur vingtième anniversaire [le 28 juin dernier à Marseille](#), là où la première école-test en France avait été créée comme neuf autres dans l'Union européenne.

Les 124 sites-écoles qui existent actuellement en France dont 14 en Auvergne-Rhône-Alpes ont pour objectif d'offrir à 15 000 jeunes adultes qui sortent du système scolaire une formation et un accès à l'emploi. Elles reçoivent un [financement du Fonds social européen](#).

Pour en savoir plus, cliquer [ici](#).

BRUXELLES DANS NOTRE RÉGION



30 BOUGIES POUR LES QUATRE MOTEURS

C'est sous la présidence du Bade-Wurtemberg que les 4 Moteurs pour l'Europe ont fêté le 3 juillet dernier à Stuttgart les 30 ans de leur association.

Yannick Neuder, Vice-président délégué à l'Enseignement supérieur, à la Recherche, à l'Innovation et aux Fonds européens, était présent aux côtés de ses homologues de Lombardie, de Catalogne et du Bade-Wurtemberg le 3 juillet dernier, pour marquer les [30 ans des 4 Moteurs pour l'Europe](#).

Cet anniversaire a été l'occasion de rappeler le rôle fondamental des régions dans la construction européenne, le seul échelon, selon [Günther Oettinger](#), commissaire européen au Budget et aux Ressources Humaines également présent à Stuttgart, de nature à « surmonter les lignes de fractures ». Les quatre régions partenaires ont renouvelé leur engagement à poursuivre et intensifier leur coopération, notamment en matière d'innovation et de créativité.



DIALOGUES TRANSFRONTALIERS

Dialogues citoyens franco-italiens sur l'avenir de l'Europe.

En vue des prochaines élections européennes, la Maison de l'Europe Drôme-Ardèche vous propose de dialoguer, aux côtés de citoyens italiens des Régions Piémont et Val d'Aoste, avec des représentants des institutions européennes. Ces temps d'échanges et de partage d'idées sont conçus pour aborder l'ensemble des grands enjeux européens à travers des tables-rondes, des débats et aussi des activités conviviales.

La Maison de l'Europe Drôme-Ardèche est à votre disposition pour répondre à vos questions relatives à ces rencontres franco-italiennes programmées les 1^{er} octobre 2018 à Chambéry, 1^{er} février 2019 à Bardonecchia et 22 mars 2019 à Grenoble. : Maison de l'Europe Drôme-Ardèche, Anna Gasquet, Tél. 06 99 61 26 07 europedirect.sudrhonealpes@gmail.com .

Une réunion de présentation est organisée à Valence dès le 20 septembre 2018 à 18h00.

DIALOGUE CITOYEN SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION À LYON



Un dialogue citoyen sur la politique de cohésion se tiendra à l'Hôtel de Région, à Lyon, le mercredi 19 septembre 2018 à 15h.

Cet évènement est organisé par la Région en partenariat avec l'Association française du conseil des Communes et Régions d'Europe ([AFCCRE](#)) en présence du Vice-président en charge de l'Enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et des fonds européens, Yannick Neuder.

Des porteurs de projets viendront témoigner de leur expérience et plusieurs eurodéputés ont été invités pour répondre à vos questions sur la politique de cohésion et les perspectives pour l'après-2020.

Pour plus d'informations, consulter le site de [l'AFCCRE](#).

TABLE RONDE SUR LE PATRIMOINE DU ROYANS



« Patrimoine culturel et migrations en Europe, ou l'histoire du Royans d'hier et de demain » tel est le thème de la table ronde qui vous est proposée par la [Maison de l'Europe Drome Ardèche](#) le 15 septembre prochain, à Saint Laurent-en-Royans, en présence de l'Eurodéputée [Michèle RIVASI](#).

Organisée dans le cadre des journées du Patrimoine et parmi d'autres animations, la table ronde programmée le 15 septembre prochain à Saint Laurent-en-Royans réunira autour de [Michèle Rivasi](#), eurodéputée, des habitants et associations du Royans qui apporteront leurs témoignages autour du thème « Patrimoine culturel et migrations en Europe ».

Contact : europedirect.sudrhonealpes@gmail.com tracols@gmail.com

NOTRE RÉGION À BRUXELLES



DEUX LAURÉATS RÉGIONAUX DU PRIX DU CITOYEN EUROPÉEN

Pierre Maurice, de l'Isère et Laurent Festas, du Cantal, sont lauréats français du Prix du citoyen européen 2018.

[Le prix du citoyen européen](#) est un prix honorifique décerné par le [Parlement européen](#), qui chaque année récompense l'engagement de citoyens qui oeuvrent en faveur de la coopération européenne.

Pour 2018, 50 lauréats ont été sélectionnés parmi 81 candidatures émanant de l'ensemble des États membres, dont 2 lauréats d'Auvergne-Rhône-Alpes. Le projet du professeur Pierre MAURICE concerne la mise en place de l'ancêtre d'Erasmus, tandis que Laurent FESTAS valorise depuis déjà de nombreuses années les échanges culturels. Tous deux se verront remettre officiellement leur prix à Bruxelles le 9 octobre prochain.

Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

62, rue du Trône - B-1050 Bruxelles

Tél. (ligne française) +33 (0) 4 26 73 61 02

Tél. (ligne belge) +32 (0) 2 282 00 20

[Ecrire à la délégation](#)